

ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE



MACRON VA A L'AFFRONTLEMENT !

Macron veut détruire les droits collectifs.

Salarié-es du service public et du privé, chômeurs montrés du doigt, ordonnances autoritaires, sélection des jeunes pour l'université : la population est menacée dans ses droits par le chef d'Etat.

Macron n'aime pas les conquêtes sociales.

Tout y passe. Le Code du travail n'est plus universel, mais révisé à la baisse et découpé par entreprise. Des trains privés vont bientôt circuler (2020) et leur personnel s'adapter à la concurrence et perdre leur statut. Les cheminots devront se soumettre ou partir, et les usagers accepter des hausses des tarifs. Les « statuts » du travail sont critiqués comme des privilèges, alors que la France capitaliste est championne du monde pour les dividendes versés aux propriétaires d'actions (42 milliards d'euros selon une enquête internationale).

Il ne cherche pas le bien commun, mais la concurrence de tous contre tous.

Cette politique imposée par Thatcher en Angleterre, par le «socialiste» Schroeder en Allemagne a renforcé la misère et les inégalités dans ces pays.

Oui aux droits universels, non à la concurrence !

Les droits sociaux et le statut du travail ne sont pas un privilège, mais une dignité. Ils reconnaissent une qualification, le salaire, une autonomie dans le travail, encore très insuffisante. Dans le secteur privé, les droits conquis protègent contre l'arbitraire et la violence du pouvoir managérial. Les services publics servent à toute la société, et d'abord aux plus fragiles : éducation, santé, transports, culture. Il faut les développer, et non les mettre à la merci des firmes privées.

Ensemble défendons nos droits !

Les syndicats ont fait l'unité pour le 22 mars. Après, il faudra continuer : associations, syndicats et organisations politiques travaillons ensemble pour mobiliser les usagers, les personnels et les élus.

ENSEMBLE ! propose aux forces de gauche antilibérales de se rassembler et agir. Organisons des assemblées citoyennes de débats et d'action. Stop Macron !

Macron s'attaque à la SNCF.

Pourtant il suffit de regarder la situation au Royaume Uni pour constater l'absurdité d'un tel projet. Là bas, la privatisation du rail a été faite par Thatcher: le résultat est catastrophique (tant pour la qualité du service que pour son prix !) et ceux qui proposent de remettre le rail dans le secteur public sont de plus en plus nombreux là-bas.

Au moment où l'on parle tant d'écologie, il est sidérant que le gouvernement prône le développement de cars pour remplacer le rail qui reste le moyen de transport le plus écologique !

Soutenons la lutte des cheminots !



Nantis, les fonctionnaires ?

Alors que la précarité atteint des sommets dans la Fonction publique, avec 1 million de personnes, soit 20 % des effectifs, qui sont recrutés sous contrat et ne sont donc pas des fonctionnaires, le gouvernement annonce encore plus de recrutements de non-titulaires !

CheminotEs, salariéEs du public ou du privé, chômeurs-ses, étudiantEs, retraitéEs...

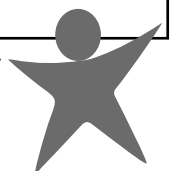
TOUTES, TOUS CONCERNÉ-E-S!

Faisons converger les luttes

et les solidarités !

STOP MACRON !

Ensemble défendons le service public et les droits sociaux, associations, syndicats et organisations politiques travaillons ensemble pour mobiliser les usagers, les personnels et les élus.





Défendons tous les services publics !

Solidarité avec les cheminots et les cheminotes !

Déclaration unitaire

Voilà des années que les gouvernements successifs ont fait le choix de la privatisation des transports contre le climat, l'égalité et le social : sous-investissent dans le rail et investissent massivement vers autoroutes et autocars, privatisés qui favorisent notamment l'explosion du trafic de marchandises par poids lourds.

Depuis 1997 et la création de RFF, la SNCF est toujours plus segmentée, pour casser le corps social cheminot et poursuivre les privatisations préconisées par les « directives » européennes. Aujourd'hui Macron pousse au bout la logique, de l'éclatement de la SNCF. Partout en Europe, les recettes qu'il veut appliquer produisent la disparition de lignes, l'explosion des prix, la vétusté des installations et des trains, la disparition du fret. C'est toute la population qui paie triplement l'addition : financièrement, par l'inégalité territoriale induite et par sa santé altérée par la pollution générée.

Après 20 ans d'une libéralisation amplifiée, l'empilement des directives européennes poussant dans ce sens, Macron propose d'achever le service public ferroviaire par ordonnances avec des conséquences dramatiques pour les usagers et l'aménagement des territoires. Pour y arriver, il accable les cheminot·tes, les faisant passer pour des privilégié·es qui, comme les retraité·es, les étudiant·es ou les chômeur·ses, ruineraient la France. La réalité est tout autre : ils et elles se battent pour sauver l'emploi des générations qui viennent.

Le train n'est pas qu'un moyen de locomotion, c'est un service public, un outil essentiel à la transition écologique et il est insupportable qu'il puisse s'arrêter aux portes des grandes métropoles. La bataille du service public ferroviaire est d'abord une bataille pour l'égalité.

Face à ce gouvernement, qui veut parachever la transformation d'un service public censé être guidé par l'intérêt général en une entreprise du CAC 40, les cheminots et les cheminotes ne sont comptables de rien. Pas plus que les étudiant·es qui perdent une partie de leurs APL, les retraité·es qui voient la CSG augmenter, les personnels de soins, les enseignant·es, les chômeur·ses ou l'ensemble des fonctionnaires. Pas plus que les migrant·es qui subissent une politique indigne.

Macron et Philippe veulent en faire des bouc-émissaire ? Nous affirmons collectivement qu'ils et elles sont les victimes des politiques libérales menées depuis tant d'années, qui expliquent la montée de l'extrême droite partout en Europe.

Ils nous veulent désunis ? Nous répondons que nous serons dans la rue le 22 mars pour défendre l'accès au service public, à commencer par le ferroviaire, les cheminot·e-s, mais aussi l'ensemble des fonctionnaires et l'intérêt des usager·e-s.

Alternative Libertaire (AL) ; EELV ; Ensemble ! ; Gauche Démocratique et sociale (GDS) ; Génération.s ; Groupe Parlementaire FI, NPA ; Nouvelle Donne, PCF ; PCOF ; Parti de Gauche (PG), République et socialisme.